



SOCIETE DE LA TOUR EIFFEL

Société anonyme au capital de 82.543.745 euros
Siège social : 11/13 avenue de Friedland - 75008 PARIS
572 182 269 RCS PARIS

**Politique de rémunération 2020 des mandataires sociaux
adoptée par l'Assemblée générale du 27 mai 2020**
(Article R. 225-29-1 IV du code de commerce)

L'assemblée générale des actionnaires du 27 mai 2020 a approuvé :

- à 99,99% la politique de rémunération des administrateurs et du Président du Conseil d'administration qui était soumise à son vote (9^{ème} résolution). 13 116 809 voix ont été exprimées en faveur de cette résolution et 60 voix contre. Aucun actionnaire ne s'est abstenu
- à 99,68% la politique de rémunération du Directeur Général qui était soumise à son vote (10^{ème} résolution). 13 075 130 voix ont été exprimées en faveur de cette résolution et 41 739 voix contre. Aucun actionnaire ne s'est abstenu
- à 99,68% la politique de rémunération du Directeur Général Délégué qui était soumise à son vote (11^{ème} résolution). 13 075 130 voix ont été exprimées en faveur de cette résolution et 41 739 voix contre. Aucun actionnaire ne s'est abstenu

Extraits du document d'enregistrement universel 2019

6.4. REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

6.4.1. Politique de rémunération des mandataires sociaux (neuvième à onzième résolutions de l'Assemblée Générale ordinaire du 27 mai 2020)

6.4.1.1. Principes généraux de la politique de rémunération

La politique de rémunération est établie pour chacun des mandataires sociaux par le Conseil d'administration sur proposition du Comité de nomination et des rémunérations, de même que sa révision et sa mise en œuvre.

Cette politique est conforme à l'intérêt social de la Société, contribue à sa pérennité et s'inscrit dans sa stratégie décrite au paragraphe 3.2 « Perspectives » du rapport de gestion 2019.

Pour ce faire, le Conseil a fixé la politique de rémunération du Directeur Général et du Directeur Général Délégué en lien avec ces éléments, en particulier en fixant des critères de leur rémunération variable et de l'attribution définitive d'actions gratuites liés à la mise en œuvre de la stratégie dans le respect de l'intérêt social.

Cette politique est également déterminée en tenant compte des principes généraux définis par le Code Middenext :

- l'exhaustivité ;
- l'équilibre entre les éléments de rémunération ;
- le benchmark ;
- la cohérence ;
- la lisibilité des règles ;
- la mesure ;
- la transparence.

Aucun élément de rémunération, de quelque nature que ce soit, ne pourra être déterminé, attribué ou versé par la Société, ni aucun engagement pris par la Société s'il n'est pas conforme à la politique de rémunération approuvée. Toutefois, en cas de circonstances exceptionnelles, le Conseil d'administration pourra déroger à l'application de la politique de rémunération si cette dérogation est temporaire, conforme à l'intérêt social et nécessaire pour garantir la pérennité ou la viabilité de la Société.

La présente politique de rémunération a été modifiée par rapport à celle approuvée à plus de 99 % par l'Assemblée Générale du 28 mai 2019 dans sa dix-huitième résolution à caractère ordinaire qui prévoyait par renvoi au rapport sur le gouvernement d'entreprise que Monsieur Bruno Meyer bénéficierait d'une garantie chefs d'entreprise.

Cette garantie, qui lui a été attribuée le 28 septembre 2018, n'ayant pu matériellement être mise en place, la politique de rémunération a été modifiée pour intégrer une indemnité de départ dont les conditions sont précisées ci-après.

En cas de changement éventuel de gouvernance, la politique de rémunération sera appliquée aux nouveaux mandataires sociaux de la Société, avec le cas échéant des adaptations en fonction de leur situation (notamment en ce qui concerne l'indemnité de départ).

Sous réserve de respecter les conditions ci-après définies, le Conseil pourra déroger de façon temporaire à l'application de la politique de rémunération du Directeur Général et du Directeur Général Délégué conformément au deuxième alinéa du III de l'article L. 225-37-2 concernant les seuls éléments de rémunération suivants : attribution de la rémunération variable et attribution définitive des actions attribuées gratuitement en cas de cessation imposée du mandat.

Le Conseil statuera sur recommandations du Comité de nomination et des rémunérations et vérifiera si cette dérogation est conforme à l'intérêt social et nécessaire pour garantir la pérennité ou la viabilité de la Société. Ces justifications seront portées à la connaissance des actionnaires dans le prochain rapport sur le gouvernement d'entreprise. Il est précisé que le Directeur Général et le Directeur Général Délégué n'assisteront pas aux délibérations du Conseil sur ces questions.

La durée des mandats de l'ensemble des mandataires sociaux en fonction figure au paragraphe 6.1.5. du rapport de gestion 2019.

6.4.12. Politique de rémunération du Président du Conseil d'administration

La politique de rémunération du Président du Conseil d'administration fixée par le Conseil, sur recommandations du Comité de nomination et des rémunérations, est la suivante : le Président du Conseil d'administration est uniquement rémunéré par la rémunération prévue par l'article L. 225-45 du Code de commerce en sa qualité de membre du Conseil, qui lui est allouée selon la répartition décrite ci-après (6.4.1.5 « Politique de rémunération des membres du Conseil d'administration »).

6.4.13. Politique de rémunération du Directeur Général

La politique de rémunération du Directeur Général fixée par le Conseil, sur recommandation du Comité de nomination et des rémunérations est la suivante :

Rémunération fixe

La rémunération fixe annuelle du Directeur Général reflète le niveau et la complexité de ses responsabilités et ses missions. Elle est déterminée en prenant en compte :

- son expérience et ses compétences, en particulier dans le domaine immobilier ;
- la correspondance avec la rémunération de fonctions similaires dans des sociétés comparables.

Rémunération variable

La rémunération variable du Directeur Général est plafonnée à un maximum de 50 % de sa rémunération fixe annuelle, et soumise à des critères de performance quantitatifs et qualitatifs liés à la réalisation des objectifs de la Société, fixés par le Conseil :

- des critères qualitatifs basés sur l'appréciation de l'amorçage du plan stratégique et son avancement au 31 décembre 2020 et la mise en place du dispositif opérationnel accompagnant sa mise en œuvre ;
- trois critères financiers quantitatifs basés sur la réalisation du plan de cession d'actifs, la progression de l'ANR par action et la progression du Résultat net récurrent par action.

Le niveau de réalisation attendu des critères quantitatifs a été préétabli par le Conseil d'administration sur proposition du Comité de nomination et des rémunérations mais n'est pas rendu public pour des raisons de confidentialité opérationnelle.

Ces critères sont liés à la mise en œuvre de la stratégie de la Société de recentrage du patrimoine sur ses implantations stratégiques et sur l'amélioration de la qualité de ses actifs et revenus, afin de générer une capacité de croissance supérieure.

Compte tenu de l'épidémie actuelle de Covid-19 et des mesures prises par le gouvernement, certains de ces critères pourront être revus ultérieurement par le Conseil d'administration en fonction des conséquences de ces événements, dans le respect des principes de la politique de rémunération de la Société.

Pour déterminer dans quelle mesure il a été satisfait aux critères de performance prévus pour la rémunération variable, le Conseil a fixé les méthodes d'évaluation suivantes :

- les critères de performance quantitatifs font l'objet d'un rapport de constats des Commissaires aux comptes résultant de procédures convenues relatives à la détermination de la rémunération variable du Directeur Général et du Directeur Général Délégué confirmant les modalités de calcul et le niveau de réalisation des objectifs, et déterminant en conséquence le nombre d'actions gratuites attribuées en application de ces critères ;
- l'appréciation des critères de performance qualitatifs et quantitatifs font l'objet d'une évaluation par le Conseil d'administration lors de l'arrêté des comptes de l'exercice suivant leur fixation.

Le versement des éléments de rémunération variable attribués au titre de l'exercice écoulé est conditionné à l'approbation par l'Assemblée Générale ordinaire des éléments composant la rémunération et les avantages de toute nature du Directeur Général versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre dudit exercice (vote *ex post*).

Attribution gratuite d'actions

L'attribution gratuite d'actions est soumise à des critères de performance quantitatifs et qualitatifs, liés à la réalisation des objectifs de la Société, fixés par le Conseil et identiques à ceux liés à la rémunération variable.

Les méthodes d'évaluation pour déterminer dans quelle mesure il a été satisfait aux critères de performance prévus sont identiques à celles applicables à la rémunération variable.

La période d'acquisition des actions est d'une année. Elle est suivie d'une période de conservation d'une année également. Le Directeur Général est tenu de conserver au nominatif au minimum 50 % des actions jusqu'à la cessation de ses fonctions.

Rémunération exceptionnelle

L'octroi d'une rémunération exceptionnelle au Directeur Général est possible dans des circonstances exceptionnelles.

Engagements

Le Directeur Général ne bénéficie d'aucun engagement pris par la Société, que ce soit au titre de la cessation de ses fonctions de dirigeant mandataire social, d'indemnités de départ ou de non-concurrence, d'engagements de retraite à prestations définies ou autres engagements correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou d'un changement de fonctions, ou postérieurement à celles-ci.

Avantages de toute nature

Le Directeur Général bénéficie d'avantages en nature composés de l'usage d'une voiture de fonction, d'une assurance perte d'emploi des chefs d'entreprise GSC, et d'un téléphone portable. Il bénéficie en outre des régimes collectifs de prévoyance et de frais de santé ainsi que de l'article 83 et de l'intéressement en vigueur au sein du Groupe. Il a également droit au remboursement de ses frais professionnels.

Contrat de travail

Le contrat de travail de Directeur Général Adjoint de Monsieur Thomas Georgeon a été suspendu à compter de sa nomination comme Directeur Général le 28 septembre 2018. Sa rémunération en tant que mandataire social n'ayant pas été déterminée de manière à couvrir la perte de la protection sociale conférée par son contrat de travail, le bénéfice de la protection sociale du Groupe lui a été maintenu.

Les conditions de rupture de son contrat de travail à durée indéterminée sont régies par la convention collective de l'immobilier.

6.4.1.4. Politique de rémunération du Directeur Général Délégué

La rémunération du Directeur Général Délégué est composée de la façon suivante :

Rémunération fixe

La rémunération fixe annuelle du Directeur Général Délégué reflète le niveau et la complexité de ses responsabilités et ses missions. Elle est déterminée en prenant en compte :

- son expérience et ses compétences, en particulier dans le domaine financier ;
- la correspondance avec la rémunération de fonctions similaires dans des sociétés comparables.

Rémunération variable

La rémunération variable du Directeur Général Délégué est plafonnée à un maximum de 50 % de sa rémunération fixe annuelle, et soumise à des critères de performance quantitatifs et qualitatifs liés à la réalisation des objectifs de la Société, fixés par le Conseil :

- des critères qualitatifs basés sur l'appréciation de l'amorçage du plan stratégique et son avancement au 31 décembre 2020 et la mise en place du dispositif opérationnel accompagnant sa mise en œuvre ;
- trois critères financiers quantitatifs basés sur la réalisation du plan de cession d'actifs, la progression de l'ANR par action et la progression du Résultat net récurrent par action ;
- le niveau de réalisation attendu des critères quantitatifs a été préétabli par le Conseil d'administration sur proposition du Comité de nomination et des rémunérations mais n'est pas rendu public pour des raisons de confidentialité opérationnelle.

Ces critères sont liés à la mise en œuvre de la stratégie de la Société de recentrage du patrimoine sur ses implantations stratégiques et sur l'amélioration de la qualité de ses actifs et revenus, afin de générer une capacité de croissance supérieure.

Compte tenu de l'épidémie actuelle de Covid-19 et des mesures prises par le gouvernement, certains de ces critères pourront être revus ultérieurement par le Conseil d'administration en fonction des conséquences de ces événements, dans le respect des principes de la politique de rémunération de la Société.

Pour déterminer dans quelle mesure il a été satisfait aux critères de performance prévus pour la rémunération variable, le Conseil a fixé les méthodes d'évaluation suivantes :

- les critères de performance quantitatifs font l'objet d'un rapport de constats des Commissaires aux comptes résultant de procédures convenues relatives à la détermination de la rémunération variable du Directeur Général et du Directeur Général Délégué confirmant les modalités de calcul et le niveau de réalisation des objectifs, et déterminant en conséquence le nombre d'actions gratuites attribuées en application de ces critères ;
- l'appréciation des critères de performance qualitatifs et quantitatifs font l'objet d'une évaluation par le Conseil d'administration lors de l'arrêté des comptes de l'exercice suivant la fixation de ces critères.

Le versement des éléments de rémunération variable attribués au titre de l'exercice écoulé est conditionné à l'approbation par l'Assemblée Générale ordinaire des éléments composant la rémunération et les avantages de toute nature du Directeur Général Délégué versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre dudit exercice (vote *ex post*).

Attribution gratuite d'actions

L'attribution gratuite d'actions est soumise à des critères de performance quantitatifs et qualitatifs, liés à la réalisation des objectifs de la Société, fixés par le Conseil et identiques à ceux liés à la rémunération variable.

Les méthodes d'évaluation pour déterminer dans quelle mesure il a été satisfait aux critères de performance prévus sont identiques à celles applicables à la rémunération variable.

La période d'acquisition des actions est d'une année. Elle est suivie d'une période de conservation d'une année également. Le Directeur Général Délégué est tenu de conserver au nominatif au minimum 50 % des actions jusqu'à la cessation de ses fonctions.

Rémunération exceptionnelle

L'octroi d'une rémunération exceptionnelle au Directeur Général Délégué est possible dans des circonstances exceptionnelles.

Engagements

- Indemnité de départ.
- Le Directeur Général Délégué, Monsieur Bruno Meyer, peut bénéficier d'une indemnité de départ compte tenu de l'impossibilité de mettre en place la garantie perte d'emploi et/ou révocation autorisée par le Conseil d'administration le 28 septembre 2018.

Le Conseil d'administration du 28 novembre 2019 a décidé de lui consentir un tel engagement selon les modalités précisées ci-dessous sous condition suspensive de l'adoption par la prochaine Assemblée de la présente politique de rémunération le concernant.

Ainsi, le Directeur Général Délégué bénéficierait de cette indemnité de départ en cas de cessation imposée de ses fonctions (révocation ou non-renouvellement de son mandat). Elle correspond à 70 % de sa rémunération sur les Tranches A et B et 55 % sur la tranche C tel que ces tranches sont définies par l'URSSAF (calcul effectué sur la base de la rémunération perçue sur les 12 derniers mois à la date de cessation de ses fonctions), sur une durée de deux ans.

Le versement de cette indemnité de départ serait soumis à la réalisation de la condition de performance suivante : le taux moyen de réalisation des critères de performance fixés par le Conseil d'administration pour la rémunération variable annuelle de Monsieur Bruno Meyer devra être supérieur ou égal à 40 % sur les deux derniers exercices.

- Il est précisé que le mandat de Directeur Général Délégué de Monsieur Bruno Meyer court jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera en 2021 sur les comptes de l'exercice 2020. Jusqu'à cette date, la condition de performance portera sur le taux de réalisation des critères de performance fixés pour l'exercice 2019, lequel devra être supérieur ou égal à 40%. La manière dont ces critères contribuent aux objectifs de la présente politique de rémunération est décrite au paragraphe ci-avant relatif à la rémunération variable du Directeur Général Délégué.
- Autres engagements : le Directeur Général Délégué ne bénéficie ni d'indemnités de non-concurrence, ni d'engagements de retraite à prestations définies, ni d'autres engagements correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison d'un changement de fonctions, ou postérieurement à celles-ci.

Avantages de toute nature

Le Directeur Général Délégué bénéficie d'avantages en nature composés de l'usage d'une voiture de fonction et d'un téléphone portable. Il bénéficie en outre des régimes collectifs de prévoyance et de frais de santé ainsi que de l'article 83 et de l'intéressement en vigueur au sein du Groupe. Il a également droit au remboursement de ses frais professionnels.

Contrat de travail

Le contrat de travail de Directeur Général Adjoint de Monsieur Bruno Meyer a été suspendu à compter de sa nomination comme Directeur Général Délégué le 28 septembre 2018. Sa rémunération en tant que mandataire social n'ayant pas été déterminée de manière à couvrir la perte de la protection sociale conférée par son contrat de travail, le bénéfice de la protection sociale du Groupe lui a été maintenu.

6.4.1.5. Politique de rémunération des membres du Conseil d'administration

Aucun administrateur ne perçoit de rémunération directe ou indirecte, hormis celle prévue par l'article L. 225-45 du Code de commerce.

L'Assemblée Générale du 28 mai 2019 a fixé dans sa cinquième résolution à caractère ordinaire la rémunération des membres du Conseil à la somme annuelle de 275 000 euros applicable pour l'exercice 2019 et pour les exercices ultérieurs jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée Générale.

Compte tenu :

- de l'augmentation du montant attribué à chaque membre d'un comité de 750 euros, montant inchangé depuis 2015, à 780 euros, le montant attribué au Président d'un comité passant quant à lui de 1 500 euros à 1 560 euros ;
- de la nomination de deux nouveaux administrateurs et d'un nouveau censeur qui sera proposée à la prochaine Assemblée Générale,

le montant de la rémunération des membres du Conseil proposé pour l'exercice 2020 à l'Assemblée Générale ordinaire du 27 mai 2020 s'élève à 357 000 euros.

Les critères de répartition de la somme fixe annuelle allouée par l'Assemblée Générale aux membres du Conseil ont été fixés par le Conseil et tiennent compte de la Présidence du Conseil d'administration et des comités, de l'appartenance à un comité et de l'assiduité.

La rémunération des membres du Conseil est répartie selon les modalités suivantes :

- une partie est allouée à chaque Comité proportionnellement au nombre de réunions et à la présence de ses membres ;
- le montant alloué au Président de chaque comité est le double du montant alloué à un membre : 780 euros par séance pour un membre et 1 560 euros pour le Président ;
- après déduction du montant alloué aux membres de chaque comité, le montant restant est attribué à hauteur de 20 % entre les administrateurs *prorata temporis* ;
- les 80 % restants sont attribués aux administrateurs en fonction de leur taux de participation aux réunions du Conseil d'administration. Le montant par séance alloué au Président est le double du montant alloué à un administrateur.

Monsieur Maxence Hecquard perçoit pour ses fonctions de censeur une fraction de la rémunération des membres du Conseil selon les mêmes modalités que celles applicables aux administrateurs. Il est prévu que Monsieur Philippe Desurmont, dont la nomination en qualité de censeur est proposée à la prochaine Assemblée Générale, percevra également une fraction de la rémunération des membres du Conseil selon les mêmes modalités que celles applicables aux administrateurs.